

par Michel Rogalski

Les États-Unis viennent de consacrer, au terme d'une longue campagne électorale, la victoire de Barack Obama. Il sera donc le prochain président. Les espoirs levés sont immenses, trop peut-être pour que la déception ne soit pas rapidement au rendez-vous. Les chantiers qui l'attendent sont le reflet de la tornade qui a dévasté le pays et qui n'a rien épargné. Car comment qualifier autrement cette Amérique que Georges W. Bush et son équipe de neocons - ou l'inverse - lèguent à leur peuple et au reste du monde ?

Paraissant au moment où Barack Obama commencera son mandat, le dossier constitué par *Recherches internationales* propose un bilan de la situation qu'il hérite de son prédécesseur.

Le siècle qui s'ouvre ne sera pas celui de l'Amérique

Indéniablement, c'est dans leur rapport au monde que les États-Unis ont connu leur plus grande bifurcation. L'habitude avait été prise que, du haut de leur hyper-puissance, les États-Unis pouvaient regarder le monde en le façonnant à leur guise pour satisfaire la poursuite de leur niveau de vie et de leur style de consommation. Or, fait nouveau, ils ont dû apprendre à composer avec la mondialisation. Celle-ci a cessé d'être une machine de guerre à leur service exclusif. La « contrainte internationale », cette chose que les logiques productives secrètent et qui finit par vous retomber dessus, a fini par les atteindre, mettant à rude épreuve leur déficit extérieur et leur étalon-dollar. Bref, après l'effondrement de l'URSS le XXI^e siècle s'annonçait comme le siècle américain. D'aucuns prophétisaient même avec excès, et imprudemment, la fin de l'histoire. Cette perspective semble pour longtemps reportée car, entre la crise financière internationale qui démarre en Asie en 1997 et l'intervention en Irak en 2004 tout s'est joué de telle sorte que le projet américain capote. C'est dans cette période que se confirme la fin de l'unilatéralisme et l'avènement d'un monde multipolaire qui doit faire place à la montée en puissance de grands pays comme l'Inde, le Brésil, la Chine. Le projet d'intégration-asservissement de la Russie a échoué et les États-Unis doivent faire avec le retour de ce pays comme puissance souveraine et non pas inféodée ou livrée au pillage. Ces États ont acquis les moyens de peser sur la scène mondiale et entendent le faire entendre.

La période qui s'écoule est aussi celle de la montée des dépenses militaires dont le dernier

Rapport du Sipri annonce son doublement depuis dix années. Évolution qu'il convient de manier avec précaution, car elle succède à une baisse de grande ampleur qui vit le jour de 1987 à 1998. Ce qui nous ramène au même niveau de dépenses qu'il y a vingt ans, alors qu'entre temps, le PIB américain a doublé. Dès lors, parler de militarisation, lorsque le poids des dépenses militaires passe sur la période de 8 % à 4 % du PIB, serait une profonde méprise. Mais le pays n'en concentre pas moins près de la moitié des dépenses militaires mondiales. Malgré cela, la répétition de l'usage de la force, au Golfe ou au Kosovo, trouvera sa limite dans le fiasco politique et militaire de l'expédition irakienne aux conséquences non maîtrisées.

Car s'il y a bien un domaine extérieur où l'échec américain est patent c'est le Moyen-Orient et ce qui lui a été associé, la « lutte anti-terroriste ». G. W. Bush a décidé après le 11 septembre, véritable effet d'aubaine, d'en faire le fil directeur de sa politique tentant d'entraîner ses alliés et les Nations unies, non sans quelques réticences marquantes. Le projet de « grand Moyen-Orient » – démocratiser un espace laissé à l'écart de l'histoire – s'effondre et offre le spectacle d'une région dévastée dont la démocratie, supposée recherchée, ne constitue pas le trait le plus saillant. Le borbier irakien suppose, pour s'en dégager aujourd'hui, la bienveillante neutralité du pays le plus vilipendé, l'Iran, grand bénéficiaire de cette étonnante diplomatie. Le successeur devra non seulement dégager ses troupes de l'Irak, mais pour les redéployer en Afghanistan au lieu de les ramener au pays. Cette fois-ci, ce sera le Pakistan le maître du jeu. On peut s'attendre à de nouveaux débats internes – ainsi que chez ses alliés suivistes – sur les objectifs de cette politique de guerre sans fin. L'alliance israélo-américaine s'est non seulement renforcée, mais elle a été happée par la guerre contre l'« axe du mal » en permettant à Israël de « terroriser » son conflit avec les Palestiniens (Hezbollah du sud Liban, Hamas de la bande de Gaza). Rien n'indique qu'avec Obama, il y aurait changement radical de doctrine et rupture avec la permanence de l'engagement américain dans cette région du monde. La nomination d'Hillary Clinton, favorable à l'engagement en Irak, comme secrétaire d'État, ainsi que d'autres membres du prochain exécutif, doit inciter à la plus grande prudence.

L'influence américaine s'est vue également réduite en Amérique latine. Washington est en train de perdre ce continent non pas par désintérêt mais par simple incapacité à influencer le

cours des événements marqué par les « tournants à gauche » qui se sont précipités en cascade. Il suffit en effet de dresser la liste de ce que la Maison-Blanche ne peut plus faire pour s'en convaincre : isoler complètement Cuba, créer une coalition régionale contre le Venezuela, imposer sa propre version de l'orthodoxie économique sur le continent, empêcher des regroupements continentaux sans sa présence.

Un pays en proie à une crise systémique

Évidemment une telle politique extérieure n'a pu être sans conséquence sur la vie politique interne. L'attentat du 11 septembre a été utilisé pour mettre en place des plans sans précédent de limitation des libertés publiques. La surveillance des échanges téléphoniques et des courriers électroniques des citoyens, la pratique de la torture, le kidnapping de suspects et leur transfert clandestin dans d'autres pays, les prisons illégales, la réduction des droits des résidents étrangers, telles sont quelques-unes des violations du droit qu'autorise le *Patriot Act*, adopté aux États-Unis. Ces lois liberticides ont contaminé de nombreux pays, au premier rang desquels la Grande-Bretagne, la Belgique, la Suisse.

L'ouragan Katrina avait déjà alerté les observateurs. La gestion d'un tel événement révélait le germe de ce qui dans maints pays fait figure de sous-développement ou de mauvaise gouvernance : incapacité à anticiper, impréparation des services de secours, prise en charge essentiellement sécuritaire au service des biens plutôt que des personnes, absence de suivi des populations déplacées, ...

Mais la fin de la mandature de Bush se termine dans cette crise qui évoque celle de 1929 par son importance. À la différence des autres crises financières qui ont sillonné le monde depuis 25 ans, celle-ci a pour épice centre les États-Unis. Elle procède du modèle de développement initié depuis la période Reagan et relayé en Grande-Bretagne thatcherisée, puis dans la plupart des pays occidentaux. Car cette crise a sa logique dans la déflation salariale. On appauvrit les gens, puis on les endette au-delà du raisonnable en pariant sur l'essor indéfini d'un boom immobilier censé garantir les prêts. Des titres sont émis dont la valeur repose sur ces hypothèses fragiles. L'édifice s'effondre dès lors que les prix immobiliers se retournent à la baisse. Frappé de plein fouet, le système bancaire désorienté et sans repères, incapable de s'évaluer, connaît alors blocage, faillites, fraudes et licenciements. À son tour, la Bourse

dévisse. Une économie d'endettement privé et public, un dollar en chute face au yen ou à l'euro, des secteurs industriels sinistrés, un chômage en voie d'explosion, tels sont les traits majeurs du pays, auxquels s'ajoute des systèmes sociaux, éducatifs et de santé complètement démantelés et une inquiétude sur des systèmes de retraites assis sur la capitalisation boursière. Mais hélas, ce modèle n'est pas strictement américain. Il a essaimé dans le monde sous l'influence de l'idéologie néolibérale. Jusqu'alors le système mondial façonné par les États-Unis provoquait quelques tornades financières à distance (Mexique, Thaïlande, Russie, Argentine...). Mais aujourd'hui la dynamique néo-libérale s'est bloqué au cœur du système délégitimant l'idéologie qui l'a inspirée.

Les deux mandats de G. W. Bush laissent un pays exsangue que la baguette magique d'Obama aura bien du mal à redresser.